

Droit de parole

Les luttes populaires au centre-ville de Québec > Volume 47, Numéro 1 > février 2020 > droitdeparole.org

Stratégie de sécurité routière 2020-2024

La rue en commun



Les automobilistes voudront-ils ralentir?

Retour sur les consultations menées par la Ville de Québec et les enjeux que soulèvent la Stratégie routière de la Ville de Québec où plusieurs artères demeurent problématiques pour les piétons et les cyclistes. p. 5

Le Carnaval, fête d'origine populaire

Les origines populaires et autochtones du Carnaval de Québec et son ancrage dans la Basse-Ville, et sur la mythique rue Sainte-Thérèse dans Saint-Sauveur. pp. 6 et 7

Rimes, verve et sentiments à l'arrachée

Mars, c'est le mois de la poésie. Un événement de plus en plus accessible et couru. Cette année, les poètes seront dans les lieux publics, cafés, bars... p. 9

Opinions

Hanté par le visage de Marylène

Avec ses yeux immenses qui lui mangeaient son beau visage à l'air un peu rebelle, Marylène Lévesque, 22 ans, avait toute la vie devant elle pour dépenser sa pétillante énergie. « Elle était généreuse, souriante et aimante et elle aimait le bonheur », ont dit d'elle ses amis-es, au sortir d'une vibrante cérémonie d'adieux, à Chicoutimi, il y a peu.

N'empêche, son meurtre lâche et odieux, il y a deux semaines, dans une chambre d'hôtel de Québec, m'a profondément ému et je suis maintenant hanté par son visage, mélange de candeur et aussi d'une gravité certaine. Je suis obsédé parce que oui, bien sûr, Marylène aurait pu être ma fille ou ma petite-fille (la vôtre aussi), mais aussi parce que le meurtre inqualifiable de cette jeune femme « escorte » correspond en tous points à celui, il y a quarante ans, de Lizette Bélanger (à Québec), une autre jeune femme prostituée de 23 ans, violée et charcutée dans une chambre d'hôtel de passe de la Basse-ville, et ce par un autre fou furieux ivre de colère envers les femmes, qui lui aussi a poignardé à mort sa propre conjointe une semaine après. Lizette, qui venait de la petite localité d'Amqui, était ma voisine et aussi une amie.

Un « métier » comme un autre, la prostitution?

Là où je veux en venir, en attendant qu'un comité d'enquête fasse la lumière sur le laxisme impardonnable de la Commission des libérations conditionnelles du Canada vis-à-vis le tueur récidiviste Gallese, c'est qu'entre ces deux crimes épouvantables, ce sont des dizaines et des dizaines de femmes s'adonnant à la prostitution qui auront été lâchement assassinées, au Québec et au Canada, sur quatre décennies. Pensons seulement aux dizaines de meurtres de prostituées du tueur en série Robert Pickton, près de Vancouver, dont

plusieurs étaient des femmes autochtones... Vraiment, tout ça donne froid dans l'dos!

Sur quarante ans, ce sont aussi des milliers d'autres femmes qu'on aura retrouvées ici et là, dans l'anonymat d'une chambre glauque ou derrière un parapet de viaduc, féroce ment battues, gravement intoxiquées, mutilées ou s'étant suicidées. Et cela, cette véritable hécatombe, c'est sans compter toutes celles et aussi ceux - parmi les hommes prostitués - devant maintenant composer avec un syndrome post-traumatique et les innombrables séquelles physiques et psychiques d'une « vie active » passée à faire violence à leur corps pour assouvir sexuellement les besoins des autres. Une plaie sociale béante, un fléau, un nombre incalculable de vies brisées !

Un « métier » comme un autre, la prostitution ? Laissez-moi rire... jaune!

Protéger, Prévenir, Éduquer et Réinsérer

Ici, loin de moi la volonté d'instrumentaliser la mort de Marylène pour faire du prêchi-prêcha idéologique. Toutefois, et même si j'ai longtemps cru qu'il était possible de « légaliser » la prostitution tout en travaillant à long terme à son « abolition », je reconnais maintenant que ces deux voies comportent des objectifs qui sont nettement irréconciliables. Primo, à cause de l'effet de banalisation de la prostitution par la légalisation, et secundo, en raison de la logique implacable de recherche de profit du néolibéralisme, partout où cette activité est légale (offre et demande accrue parce que « normalisées », accroissement de la traite de personnes mineures, démunies et immigrantes, mainmise de la pègre et du proxénétisme, trafics de drogue, blanchiment d'argent, etc.).

Mais, au-delà du modèle de gestion étatique à suivre (modèle suédois, légalisation comme en Allemagne, autres), et nonobstant les pressions actuelles des différents groupes intervenant au dossier (FFQ, PDF, CLES, « travailleuses du sexe », Conseil du Statut de la Femme, Amnistie Internationale, LDL, etc.), reste que la prostitution est encore là pour un sacré bout de temps. Croire le contraire relèverait de la naïveté ou de la pensée magique.

Aussi, tant que perdurera le phénomène, et plutôt que de harceler et de réprimer les femmes et les hommes qui s'adonnent à cette activité, nous avons le devoir, à l'instar d'organismes communautaires reconnus comme le PIPQ, L.U.N.E., la Maison de Marthe, Stella et autres, de faire un travail d'éducation de proximité et de protéger du mieux possible l'intégrité physique et morale de ces personnes. Autrement, et sans verser dans un paternalisme outrancier, nous devons aussi impérativement travailler à la prévention ainsi qu'à la réinsertion de celles et ceux qui voudraient sortir du cercle vicieux Pauvreté-Prostitution et Toxicomanie.

Enfin, dans une volonté de mieux comprendre pour mieux éradiquer à long terme la prostitution et la chosification de la sexualité, nous allons devoir oser aborder de front des questions encore très taboues, comme cet océan de pornographie (virtuelle et autres) dans lequel patauge à toute heure une bonne partie de l'humanité.

Pour que demeure le souvenir de Marylène !

Et aussi de toutes les autres.

Gilles Simard,

Journaliste et Pair-aidant en santé mentale

Monsieur le ministre Duclos, dites non à Teck Frontier !

M. Duclos, je m'adresse à vous pour que vous fassiez preuve de courage lors du vote prévu le 25 février prochain, pour approuver ou non le projet Teck Frontier.

En cette ère de crise climatique, où l'été 2019 a été le deuxième plus chaud, où ce mois de janvier 2020 est aussi le plus chaud jamais enregistré, où des feux et des inondations font craindre le pire, vous qui avez été Ministre de la famille, des Enfants et du Développement Social, devriez comprendre l'inquiétude des jeunes face à leur avenir. Pour eux vous devez agir en rejetant ce projet qui est digne d'une ère de dinosaures.

Oui, ce projet est une aberration ! Teck Frontier c'est LA plus grande mine à ciel ouvert de sables bitumineux jamais exploitée au Canada (il y a déjà 150 mines !); c'est l'exploitation de 260,000 barils de pétrole par jour, garantie pour 40 ans, avec, à la clé, l'ajout de 4 millions de tonnes de GES annuellement.

En novembre 2017 vous me remettiez le prix du Citoyen mobile de l'année lors d'un gala sur la mobilité durable. Si vous êtes conséquent avec ce geste, votre présence à ce gala et les mots que vous m'avez dits à ce moment, vous rejetterez un tel projet qui nous fera passer pour des cancre. Alors que vous me félicitez d'avoir délaissé l'automobile, approu-

verez-vous un projet qui équivaldra à l'ajout de 870,000 voitures ? Ce serait un non-sens !

De plus, en tant que président du Conseil du Trésor, le projet Teck Frontier devrait vous alarmer car il risque d'être un gouffre financier et de coûter cher aux contribuables canadiens considérant le faible prix du baril de pétrole ces dernières années.

Actuellement ce prix est d'environ 50\$ le baril alors que la compagnie Teck elle-même vise un prix minimal de 90\$ en 2026 (début de l'activité de la mine). Il y a une limite à financer des emplois dans une industrie moribonde !

De quel côté de l'histoire serez-vous, M. Duclos ? Du côté des lobbyistes, des pétrolières et des gazières ou du côté de la sécurité et du bien-être des Canadiens et Canadiennes, présents et futurs?

M. Duclos, nous comptons sur vous ! Vous et votre gouvernement n'aurez pas d'autres chances.

Lucie Bergeron



Conseiller en sécurité financière
Conseiller en assurances collectives

Michel Yacoub

- Assurance Collective
- Assurance Salaire
- Assurance Vie
- R.E.E.R Collectif
- R.E.E.R

501 14^e Rue
Québec, Qc. G1J 2K8
Tél. : (418) 529-4226
Fax : (418) 529-4223
Ligne sans frais 1-877-823-2067

Le bilinguisme témoigne d'un état transitoire vers la disparition de la langue d'origine.

Mabou

Droit de parole

266, rue Saint-Vallier Ouest
Québec (Québec) G1K 1K2
418-648-8043
info@droitdeparole.org

droitdeparole.org
Retrouvez *Droit de parole*
sur Facebook

Droit de parole a comme objectif de favoriser la circulation de l'information qui concerne l'amélioration des conditions de vie et de travail des classes populaires, ainsi que les luttes contre toutes formes de discrimination, d'oppression et d'exploitation. *Droit de Parole* n'est lié à aucun

groupe ou parti politique. L'équipe de Communications Basse-ville est responsable du contenu rédactionnel du journal. Les opinions exprimées n'engagent que leurs auteurEs. *Droit de parole* bénéficie de l'appui du ministère de la Culture et des Communications du Québec.

Dépôt légal : Bibliothèque Nationale d'Ottawa, Bibliothèque Nationale du Québec
ISSN 0315-9574
Courrier de 2^e classe
N° 40012747
Tirage : 6 000 exemplaires
Distribués porte à porte dans les quartiers du centre-ville.
Disponible en présentoirs

Équipe du journal :
Francine Bordeleau, Yorik Godin, Robert Lapointe, Simon M. Leclerc, Monique Girard, Alexandre Dumont, Gilles Bérubé, W. Stuart Edwards
Coordination : Nathalie Côté
Révision : Alexandre Dumont, Lorraine Paquet
Design : Laurence Caron-C.

Collaboration spéciale :
Les AmiEs de la Terre de Québec, Gilles Simard, Marc Boutin, Voix citoyenne, Guy Sioui-Durand, Nathalie Roy
Webmestre : Nathalie Côté
Photos : Laurence Caron, Gilles Bérubé, Nathalie Côté, Nathalie Roy, Hélène Matte

Imprimeur : Les travailleurs syndiqués de Hebdo-Litho





PHOTO NATHALIE CÔTÉ

Vigile contre les féminicides: un moment touchant à Québec

Plus de cent-cinquante femmes, hommes et enfants se sont rassemblés devant l'Assemblée nationale ce jeudi 30 janvier à la mémoire de la jeune Marylène Lévesque assassinée à Québec le 22 janvier dernier par un homme en liberté conditionnelle. Toutes étaient sur place pour dire: «pas une de plus».

Témoignages de femmes victimes de violence et prises de parole des groupes d'aides aux prostituées se sont succédé.

L'ambiance était au partage après une minute de silence, ajoutant à la solennité du moment. Les organisations LUNE et la Maison de Marthe ont rappelé l'importance d'aider les femmes victimes de violences, rappelant que les prostituées risquent souvent leur vie. Le collectif des femmes immigrantes a également pris la parole.

Dans ces circonstances, on retrouve la solidarité féministe et féminine dans ce qu'elle a de plus beau, en dépit du débat sur la légalisation de la prostitution qui polarise les femmes.

La gauche municipale doit s'unir sans quoi...

Par Marc Boutin

La droite en mène large sur la scène municipale à Québec ce qui a un effet néfaste particulièrement sur le centre-ville. Avec l'administration Labeaume, l'ex Quartier Latin continue de se vider pour laisser toute la place à l'industrie touristique. Avant c'était l'Université Laval, l'Académie de Québec et les Ursulines qui battaient en retraite, maintenant c'est le Marché du Bassin Louise, l'Hôtel-Dieu, L'Armée du Salut, et j'en passe.

Dans le Faubourg Saint-Jean, ce sont les commerces de la rue du même nom qui déclinent en nombre, particulièrement les commerces artisans. Les taxes municipales, reliées à la localisation plutôt qu'au chiffre d'affaires, sont trop élevées et, attention, les combinards de la malbouffe vont vite venir occuper les lieux.

Quant à nos églises, on les laisse entre les mains de promoteurs qui les destinent le plus souvent à la démolition pour mettre un gratte-ciel à la place, ce que la Ville semble suivre du regard avec une certaine bienveillance. Les dernières victimes : Saint-Cœur-de-Marie et Saint-François d'Assise. Bientôt l'église Saint-Sacrement pourrait subir un sort analogue.

Autre toquade de nos deux droites municipales : l'étalement urbain.

Le tunnel Québec-Lévis (le 5e lien) va en lui-même coûter un prix de fou pour ensuite causer un étalement monstre qui va coûter plus encore. L'agglomération de Québec a déjà un réseau autoroutier surdimensionné par rapport à sa population, un des plus extensif au monde (vingt km par 100 000 habitants à Québec, la moyenne nord-américaine est de dix km pour le même nombre). Et que dire du Phare planté à dix kilomètres du centre-ville. Comme tout gratte-ciel, il sera relié à une nouvelle pléiade de banlieues-dortoirs à l'ouest de l'agglomération. Rien ne coûte plus cher à la société que l'étalement urbain (pollution, infrastructures et services à mettre en place, détérioration du voisinage agricole, etc.).

Démocratie Québec et Option capitale nationale

Devant ce spectacle macabre de la droite municipale, la gauche doit s'unir pour ouvrir la voie au changement et favoriser l'émergence d'une véritable démocratie citoyenne. Un parti municipal de gauche doit rester autonome et ne pas s'instituer en succursale d'un parti national ou fédéral si on veut que l'ensemble des citoyens se sentent à l'aise de l'appuyer. Si cette union ne se fait pas, les chances sont bonnes que l'inepte droite actuelle survive encore longtemps.

Quelques propositions de programme : la mise en place d'une première ligne de tramway doit passer avant un 5e lien, que celui-ci soit un pont ou un tunnel. Contrairement à un tunnel autoroutier, une ligne de tramway peut être construite par étapes. Or si argent il y a, il doit aller au tramway d'abord et les étapes de sa construction peuvent correspondre à l'argent disponible.

Le service d'urbanisme n'existe plus à la Ville, maintenant ce service s'appelle Aménagement du territoire. Eh bien, l'aménagement du territoire à la Ville de Québec doit se démocratiser, se décentraliser vers les quartiers, devenir directement accessible aux citoyens. Ces derniers doivent décider du zonage de leurs quartiers et les promoteurs immobiliers devront s'y soumettre. Actuellement, ce sont les promoteurs qui décident du zonage.

Et pourquoi ne pas utiliser les églises vides pour servir de cadre à la démocratie citoyenne, pour servir de lieu de rencontre aux conseils de quartier, pour accueillir des bibliothèques, des spectacles culturels et des expositions de toutes sortes ? Les églises doivent rester des espaces collectifs. Elles nous ont été léguées par nos ancêtres et n'ont pas eu à payer de taxes municipales. Privatiser une église est un acte frauduleux que le pouvoir municipal doit interdire.

Enfin, la Ville doit voir à ce que l'ex Quartier Latin (l'appellation Vieux-Québec est un anglicisme qu'on utilise pour appâter le tourisme de masse) redevienne un quartier accessible aux familles. Et à ce sujet, cerise sur le gâteau du quartier : pourquoi ne pas faire de la Citadelle un quartier résidentiel ouvert aux piétons, sans aucune circulation automobile où les enfants pourraient jouer partout en toute sécurité ?



Démolition de l'église Saint-Cœur-de-Marie, automne 2019

PHOTO MARC BOUTIN

La crise du logement sévit aussi à Québec

Par Nathalie Côté

Les groupes de défenses des droits des locataires, invités par le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), ont fait une série d'actions en février et demandent que le prochain budget du gouvernement québécois contienne des investissements pour le logement social.

Cette campagne, faite à la veille du dépôt du prochain budget, a été marquée par une tournée québécoise d'une vingtaine de villes et d'autant de bureaux de députés du gouvernement caquiste afin des les sensibiliser à la situation des locataires les plus démunis.

À Québec, les militants et militantes du Comité populaire Saint-Jean-Baptiste, du Comité logement d'aide de Québec ouest (CLAQ), du Comité des citoyens et des citoyennes du quartier Saint-Sauveur ainsi que de plusieurs groupes communautaires, ont «visité» le bureau du Ministre responsable de la région de la Capitale-Nationale. Cette visite de député a été suivie par une manifestation devant l'Assemblée nationale où une centaine d'irréductibles ont bravé la tempête.

Selon les défenseurs des locataires «la mise en chantier de 45 logements sociaux coopératifs pour la ville de Québec, en 2018, est insuffisante pour répondre aux besoins des 20 015 ménages mal-logés de Québec».

Pour Vincent Baillargeon du Comité populaire Saint-Jean-Baptiste, il y a urgence d'agir : « Avec des taux d'inoccupation pour la Ville en-dessous du seuil

d'équilibre de 3% ainsi que des taux aussi bas que 1,7% en Haute-Ville, 1,8% en Basse-Ville, et 2% à Ste-Foy-Sillery-Cap-Rouge, la situation risque de continuer à se détériorer pour les ménages locataires. Avec un surplus anticipé par le gouvernement de plusieurs milliards, il est plus que temps que la ministre Laforest joue son rôle et que le gouvernement Legault prenne ses responsabilités afin de régler la crise du logement actuelle », explique-t-il.

Québec dans le «top 3»

Vincent Baillargeon rappelle aussi que la ville de Québec se situe dans le triste «top 3» de la province où les logements sont les plus chers. La région métropolitaine de Gatineau est celle où le loyer moyen (847\$) est le plus cher au Québec, suivi de Montréal (841\$) et de Québec (837 \$).

Anne-Sophie Trottier, organisatrice communautaire au CLAQ de Sainte-Foy revient sur la revendication du FRAPRU pour l'ensemble du Québec : «Nous réclamons un engagement de la part de la CAQ pour qu'une nouvelle programmation soit prévue et que 50 000 nouveaux logements sociaux voient le jour en l'espace de cinq ans. C'est la seule manière d'amortir la gravité de la pénurie actuelle. Étant donné que l'accès au logement est à la base de toute activité démocratique dans notre société, nous ne pouvons pas attendre une seconde de plus. »



Manifestation pour le logement social du 7 février 2020. PHOTO FRAPRU



SABSA n'en est pas à ses premières embuches, ci-haut une manif de 2016. PHOTO ARCHIVE DDP

Cherche locaux désespérément

Par Francine Bordeleau

La spéculation immobilière a aussi des effets sur les organismes sans but lucratif installés dans le centre-ville. La clinique SABSA en est un exemple probant.

Mise sur pied en 2011 à l'intention des populations les plus vulnérables en matière d'accès au système de santé, la clinique SABSA (pour Services à bas seuil d'accessibilité) a, depuis, gagné largement ses lettres de noblesse. Au point, par exemple, d'avoir la confiance de l'ex-députée de Taschereau Agnès Maltais, qui agit à titre de présidente du conseil d'administration de la Fondation SABSA, une instance créée en 2018 dans le but de récolter des fonds.

La Fondation peut compter avec l'appui de donateurs et de partenaires, alors que la clinique est reconnue et soutenue financièrement par le CIUSSSCN (Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale).

Les services (de première ligne) sont pour l'essentiel dispensés par des infirmières qui, au besoin, orienteront les usagers et usagères vers des médecins. « SABSA a démontré que des infirmières praticiennes peuvent s'occuper efficacement de certains problèmes de santé », dit la coordonnatrice Amélie Bédard.

Compte tenu de la population visée celle de la basse-ville, SABSA, située à la jonction des quartiers Saint-Roch et Saint-Sauveur, par surcroît à côté de la pharmacie qui est aussi propriétaire de la bâtisse, occupe une position stratégique. Mais dans un espace malheureusement devenu trop petit car, malheureusement derechef, la clientèle de la clinique n'a cessé d'augmenter. Même que dans la salle d'attente, tout le monde ne peut pas toujours s'asseoir. C'est dire!

Déménagement nécessaire... et trop cher

SABSA est aujourd'hui semblable à ces locataires de longue date obligés, parce que leur situation a changé, de trouver un autre logis. Or dans le cas de la clinique, la relocalisation, nécessaire, ne peut être, pour d'évidentes raisons d'accessibilité, que dans le centre de la basse-ville.

Là où se trouvent en majorité des personnes fragilisées. Et là où elle est, Amélie Bédard le constate. « Problèmes de santé mentale, toxicomanie, hépatite C... : le monde est magané. »

Or au cours des dernières années, la basse-ville s'est revitalisée, ensuite embourgeoisée (« gentrifiée », comme disent d'aucuns), puis les spéculateurs immobiliers ont flairé la bonne affaire, de sorte que pour l'heure, les extrêmes y cohabitent. Et les loyers explosent!

Résultat des courses : une pression financière supplémentaire sur les organismes communautaires. Une pression dont SABSA se passerait bien.

Nous sommes dans une ère où les services de santé eux aussi se « gentrifient ». Mais oui! Un exemple des plus patents : si on peut consulter un médecin sans rendez-vous, il faut néanmoins, en règle générale, téléphoner ou courrieler à l'aube... pour prendre rendez-vous!

Ce n'est pas une difficulté pour, peut-être, 85 ou 90 % de la population de Québec, toutes conditions et tous âges confondus. Mais les autres? « Les personnes qui viennent chez nous sont celles qui tombent dans les cracks du système de santé, et elles sont nombreuses », estime Mme Bédard.

Dès 1994, la clinique SABSA était qualifiée de « projet innovant » en matière de services de santé.

Plein d'autres initiatives issues du communautaire sont utiles, et efficaces. Elles le seraient d'autant plus si elles ne devaient pas composer avec des frais locatifs qui ont pour effet d'entraver leur vocation.

La Stratégie de sécurité routière 2020-2024

Ralentir serait-il la clé?

Par **Nathalie Roy**

La Ville de Québec veut améliorer la sécurité de l'ensemble des usagers de la route sur le réseau municipal. C'est le but de sa stratégie de sécurité routière, la troisième du genre à être présentée depuis 2007. Pour trouver les meilleurs moyens de réduire le nombre de collisions avec mort ou blessures graves sur son territoire, la Ville voulait s'appuyer non seulement sur les avis de personnes expertes, mais aussi sur les connaissances des premiers intéressés : les usagers de la route eux-mêmes.

Démarche

La Ville de Québec a entrepris, en février 2018, une démarche participative à propos des orientations de la nouvelle stratégie de sécurité routière. Sondage en ligne pour connaître la perception de la population (26 février-18 mars 2018); tenue, à Québec, d'un colloque international sur la sécurité routière (13 et 14 avril 2018) et dépôt de la Stratégie de sécurité routière 2020-2024 (pour consultation publique) ont constitué les premières étapes.

S'en est suivie une consultation en ligne (7 octobre 2019-31 janvier 2020) où les personnes intéressées devaient s'exprimer sur trois thèmes : 1) ralentir; 2) être courtois; et 3) sécuriser les trajets scolaires et les routes. Parallèlement à cette consultation, la stratégie a été présentée lors de séances d'information tenues en octobre et en novembre 2019, dans les six arrondissements de Québec. Vers la fin de la démarche, quatre séances d'audition des opinions ont été tenues, les 23 et 27 janvier 2020, au cours desquelles la population était invitée à présenter des mémoires ou des commentaires sur les enjeux de la sécurité routière.

Les orientations

Dans la Stratégie de sécurité routière 2020-2024 qui fut déposée à Québec, le 7 octobre 2019, la Ville annonce ses intentions en matière de sécurité routière. Elle dit s'inspirer de la vision zéro adoptée par plusieurs états ou villes, dont la Suède, l'État de Washington, Los Angeles et Bordeaux, qui visent l'objectif de zéro décès ou blessure grave lié à une collision sur le réseau routier de leur territoire. Dans la lignée de cette vision, Québec se donne pour objectif de réduire de 50 % le nombre de collisions mortelles ou graves à survenir sur le réseau routier municipal. Elle prévoit consacrer 60 millions de dollars aux mesures prévues pour les cinq années du plan.

Pour améliorer le bilan routier, la Ville table bien sûr sur ses interventions, mais aussi sur l'engagement citoyen. Dans la stratégie, les citoyennes et les citoyens, les entreprises et les organisations de la Ville de Québec sont désignés comme les ambassadeurs de la sécurité routière. Tous sont invités à signer, sur le site Web de la Ville, un engagement par lequel ils promettent d'adapter leur comportement sur la route aux impératifs de la sécurité de tous les usagers de la route.

À l'écoute des opinions citoyennes

Droit de parole a assisté à la première séance d'audition des opinions, le 23 janvier 2020, au Club social Victoria. Face aux représentants de la Ville venus les entendre, des citoyennes et des citoyens bien au fait des enjeux se sont exprimés, en leur nom propre ou au nom de l'organisme qu'ils représentaient. D'entrée de jeu, plusieurs se sont dits reconnaissants d'être consultés par la Ville sur un sujet qui leur tenait autant à cœur que la recherche de moyens pour assurer la sécurité des usagers les plus vulnérables du réseau routier. Ils félicitent la Ville pour son choix de maintenir le dialogue et l'échange avec les citoyens.

À cette séance, il semblait admis que la fluidité de la circulation n'était pas la priorité de la stratégie de sécurité routière. Nous ignorons si le même consensus a été observé dans toutes les séances,

mais nous croyons que l'opinion inverse aurait très bien pu ressortir des débats, si les représentants des automobilistes ou des compagnies de camionnage avaient été plus nombreux à prendre la parole. Par exemple, dans les commentaires formulés en ligne sur le site participationcitoyenne.ville.quebec.qc.ca, un participant s'objecte carrément à la réduction de la limite de vitesse en affirmant que, même dans les rues résidentielles, « le maximum à 50 km/h est déjà assez lent ». Et puis, lors d'une consultation publique sur le même thème, menée en février 2017 par la Société de l'assurance automobile du Québec, la fluidité de la circulation sur la route 138 était clairement ressortie, à Baie-Comeau, comme un élément essentiel pour la sécurité routière sur la Côte-Nord! Québec n'est pas Baie-Comeau, mais les automobilistes ressentent partout la même urgence de circuler.

Les conseils de quartier, partenaires de la Ville pour implanter la stratégie, étaient bien représentés lors des séances d'audition des opinions : en tout, onze conseils de quartier étaient inscrits à l'une des séances, pour livrer leurs commentaires. Quatre d'entre eux ont présenté leurs mémoires à la première séance : ceux du Vieux-Limoilou, de St-Roch, de Vanier, du quartier des Jésuites et du Vieux-Québec-Cap Blanc-Colline parlementaire. La Direction de la santé publique du CIUSSS de la capitale nationale ont aussi présenté un mémoire. En présentant leurs mémoires, le Comité des citoyens et des citoyennes du quartier Saint-Sauveur et Accès transports viables compensaient en partie l'emphase qui était mise sur les mémoires institutionnels.

Des demandes bien fondées

Des participants ont suggéré que la Ville profite de la construction du réseau structurant de transport pour redessiner les artères afin d'y aménager des trottoirs plus larges, des terre-pleins et autres installations capables de ralentir la circulation automobile.

Pour favoriser le déplacement actif, des voies vélo doivent être aménagées. En ce sens, Accès transports viables demande à la Ville de considérer systématiquement la création de voies vélo dans les futures constructions autour du tramway et du trabus. L'organisme fait valoir l'efficacité de ces voies et les économies générées par rapport à un report de ces aménagements cyclables dans le temps.

Plusieurs personnes ont parlé des trottoirs comme équipements essentiels à la sécurité des piétons et ont demandé d'en construire sur certaines rues où ils font défaut, de réparer ceux qui sont détériorés et d'élargir ceux qui bordent les intersections. Les rues conviviales et les axes piétonniers majeurs que la Ville a annoncés sont attendus avec impatience par plusieurs personnes qui souhaitent que l'on fasse plus de place aux piétons et aux cyclistes. On a entendu que, dans le quartier Saint-Sauveur, les piétons marchent dans la rue parce que les trottoirs sont trop étroits pour y circuler.

Des intervenants ont évoqué le problème des passages piétonniers qui sont absents ou qui disparaissent sous la neige en hiver. Par exemple, il n'y a pas de passages piétonniers dans le quartier St-Jean-Baptiste et les automobilistes ne s'arrêtent pas pour laisser passer les piétons qui attendent de traverser. Afin de s'assurer que, là où il y en a, les passages piétonniers soient respectés en toute saison, on suggérerait d'ajouter de la signalisation sur poteau, pour indiquer la priorité donnée aux piétons.

Dans l'optique de faire respecter les nouvelles limites de vitesse, les principales recommandations étaient d'accroître la surveillance policière et les pénalités pour excès de vitesse, de mener des campagnes de sensibilisation et de prévoir des aménagements comme les dos d'âne et les rues sinueuses pour ralentir la circulation.



La vision zéro

Considérant la vision zéro, un intervenant a reproché à la Ville de Québec sa tiédeur, déplorant qu'elle se soit contentée de s'inspirer de cette vision plutôt que de l'adopter intégralement. En appui à sa position, il affirmait, comme le fait la Stratégie, que personne ne veut perdre un proche sur la route. Les mesures encourageant la mobilité active sont gages de sécurité routière, martelait ce militant qui a formulé le vœu de voir Québec poursuivre un objectif zéro voitures. Après tout, ce sont les véhicules automobiles qui causent les accidents graves, a-t-il conclu. Un autre intervenant, parlant au nom d'Accès transports viables, a lui aussi demandé à la Ville d'adhérer clairement à la vision zéro. Cela permettrait d'éliminer les risques à la source, comme on le fait pour la sécurité en milieu de travail. Selon lui, la mise en œuvre d'une stratégie de mobilité durable serait un bon moyen d'améliorer le bilan routier.

Difficile de partager?

En présentant le mémoire de la Direction de la santé publique du CIUSSS de la Capitale nationale, une intervenante s'est interrogée à voix haute : « Pourquoi la courtoisie entre les différents usagers de la route, que l'on observe ailleurs, n'est-elle pas présente au Québec ? » et a proposé des éléments de réponse sur le difficile partage de la route entre ses usagers. Le manque de courtoisie sur les routes serait-il dû au « no fault »?

Les véhicules automobiles ne sont pas les seuls usagers de la route, clamaient plusieurs intervenants. Si on ne leur enseigne pas à partager, on va entrer dans une spirale de la sécurité routière et les moyens déployés ne seront jamais assez importants pour assurer la sécurité de tous les usagers de la route.

La suite

La consultation en ligne a pris fin le 31 janvier 2020. La Ville a dans les mains un important matériel pour alimenter sa réflexion sur les moyens d'améliorer la sécurité de l'ensemble des usagers de la route sans compromettre la mobilité. Au terme de la démarche de consultation, les auteurs de la stratégie réexamineront les mesures qu'elle contient, en fonction des commentaires et des demandes exprimées. La Ville prévoit déposer sa stratégie de sécurité routière révisée au printemps 2020.

1. M. Patrick Voyer, membre du comité exécutif de la Ville et responsable de la sécurité routière, M. Hervé Chapon, du Service Transport et mobilité durable de la Ville et M. Claude Lefebvre, de la Police de Québec, étaient là pour écouter les commentaires et y répondre. L'assemblée était présidée par Mme Cristina Bucica, conseillère en consultations publiques pour la Ville de Québec.

2. Radio-Canada, De la fluidité sur la route 138 pour améliorer le bilan routier sur la Côte-Nord, 10 février 2017.

Kwe, kwe Bonhomme,

Par **Guy Sioui Durand**

Tsie8ei 8enho8en

D'anciennes photographies, datant de 1894, année de la toute première édition du Carnaval d'hiver de Québec, montrent un campement amérindien tout près du « Fort » de glace. Il est aménagé au parc de l'Esplanade à l'intérieur des murs, au coin des rues St-Louis et d'Auteuil. Ce regroupement comprend de mes ancêtres Wendats (Hurons), reconnaissables par ceux qui portent leur coiffe traditionnelle et... au port de la ceinture fléchée ! D'autres autochtones des Premières nations portent manteaux et chapeaux de fourrures.

« Le Carnaval : avec les Indiens, c'est tout un festival. À la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle, les Amérindiens participent régulièrement aux activités du carnaval de Québec. Ils dressent alors leur campement à proximité de l'hôtel du Parlement et défilent dans la parade, vêtus de costumes variés et de riches coiffures de plumes. Les uns animent la fête en exécutant des danses traditionnelles; d'autres disputent des courses en raquettes sur des distances diverses. Pendant des jours, leur campement est un objet de curiosité. Incontestablement, leur présence est un apport indispensable à la réussite des festivités. »

Après 1894, il n'y aura que quelques éditions sporadiques du Carnaval d'hiver de Québec. La période des deux grandes guerres mondiales éclipse l'originale fête hivernale. L'événement reprendra avec la période de prospérité, en 1955 dans sa formule contemporaine combinant festivités populaires de quartier, parades, compétitions et spectacles. Mû par cette nouvelle industrie qu'est le tourisme, le succès s'installe. La fête populaire s'internationalise autour d'un personnage hors du commun : Bonhomme Carnaval à qui on remet depuis, les clefs de la ville. Entré dans le XXI^e siècle comme troisième plus grand Carnaval au Monde et la plus grande fête hivernale, l'événement a su se métamorphoser avec les décennies. Unique dans la Vieille Capitale, cette fête urbaine de la neige et de la froidure, cultive toujours cette joie festive des gens de la place entourés de touristes de partout.

Aussi loin que je me souviens, enfant, cette visite du Bonhomme Carnaval à l'orphelinat d'Youville en 1960 puis une sortie au tournoi de hockey Pee-Wee sont deux événements inoubliables. Le déménagement de notre famille recomposée du Village-des-Hurons (aujourd'hui Wendake) pour le quartier ouvrier de Limoilou en 1963, ajoutera l'autre élément convaincant : l'imposant défilé de jour, la parade du Carnaval. Tel un scintillant et sonore collier de wampum perlé enfilant corps de musique, majorettes, chars allégoriques, les grands chevaux des Prairies, le cortège de la reine et les duchesses puis, tel un personnage animé sculpté dans un bloc blanc sorti d'une mythologie nordique, ce gros et souriant Bonhomme à la ceinture fléchée comme celle de l'apparat des grands chefs Wendats, défilait le long d'une 3^{ème} avenue bondée de fêtards après une tempête qui avait laissé pleins de bancs de neige.

Puisant dans mes souvenirs

Je revisite et vous confie ici des bribes de mémoire pour répondre à ces deux questions : des traces ont-elles subsisté de cette présence autochtone dès l'origine du Carnaval ? Et qu'est-ce qui a subsisté de l'apport populaire festif des quartiers ouvriers de la Basse-Ville (Limoilou, St-Roch, Saint-Sauveur et Saint-Malo), dont l'emblématique rue Ste-Thérèse a été, durant les décennies 1970 et 1980, considéré comme le cœur de la grande fête menée par Bonhomme Carnaval ?



LE CARNAVAL SUR LA RUE SAINTE-THÉRÈSE, ARCHIVES CARNAVAL DE QUÉBEC

Quand le Carnaval d'hiver de Québec reprend en 1955, le campement autochtone n'y est plus et le Fort de glace, rappelant le passé du commerce des fourrures, des coureurs de bois, de la Compagnie de la Baie d'Hudson et de ses comptoirs devient un Château, se moulant aux histoires de royautes mais aussi de Disneyland, symbole d'une nouvelle culture de masse qui s'instaure. Pourtant, des influences et des traces significatives se sont inscrites de manière permanente, ce qui me fait dire qu'il y aurait eu un ensauvagement du Carnaval d'hiver de Québec. À mes yeux, le Carnaval demeure, en effet, non seulement redevable à la nordicité autochtone à la fois dans ses symboles visibles et à la fois dans sa programmation.

Makusham

En langue innue-aimun le mot Makusham appelle au rassemblement, aux chants, musiques et aux danses. La fête hivernale repose sur la même idée du rassemblement pour festoyer. Le Carnaval est l'héritier de l'esprit des grands campements et festins autochtones que l'on nomme dans nos langues. Ajoutons-y une influence peu connue : tout comme pour les tournois de hockey, la formule du Carnaval se répercutera dans toutes les communautés autochtones sur le territoire. En effet, prenant modèle sur le Carnaval, il y aura durant les décennies 1960 à 1980 presque dans toutes les réserves des festivités incluant des duchesses, des majorettes et des reines autochtones ! Et, en 2020, à l'ère de la musique électro-pop où émergent de plus en plus de DJ, le château de glace, s'inspirant de l'igloo inuit, ne propose-t-il pas un genre d'« igloofest » immersif, dansant et musical ?

La ceinture fléchée

La symbolique ceinture fléchée de Bonhomme l'atteste. En effet, au regard de la photographie de 1894, le personnage en neige quand il apparaît en 1955, porte fièrement l'esprit de la ceinture fléchée des habits des chefs Wendats. À mes yeux, il est, en quelque sorte, le précurseur de cette immense projection audiovisuelle d'une ceinture fléchée métissant les influences amérindiennes, française et irlandaise du Moulin à images de Robert Lepage projeté sur les silos au Bassin Louise à Espace 400^e lors des fêtes de Québec 1608-2008.

Tel un personnage mythologique tout droit sorti de nos contes et légendes, Bonhomme Carnaval a le don d'ubiquité, c'est-à-dire qu'on l'aperçoit partout : tant à un bal au Château Frontenac que dans des écoles, au Tournoi International de Hockey Pee-Wee ou comme ambassadeur de la fête à un match des Canadiens. Mais c'est vraiment pendant plusieurs décennies ouvrant ou fermant les grands défilés de fanfares, de majorettes, de jongleurs et de chars allégoriques et longtemps d'une reine et de duchesses, que Bonhomme Carnaval est la star à la joie contagieuse pour réchauffer le dehors.

Le caribou qui réchauffe

Il en va de même de l'appellation « caribou » de la fameuse boisson inventée dans les voutes chez Ti-Père sur la rue Ste-Thérèse en 1964 commercialisée par la SAQ, ensuite. L'appellation évoque symboliquement l'importance des troupeaux de caribous non seulement pour les chasseurs Innus, Cris, Naskapiset, à la base de leur culture. De plus, la course en canots sur les glaces du fleuve entre Québec et Lévis fait sensation en 1894.

De canot d'écorce à sport extrême

Clôturant les festivités de manière unique, c'est une vieille tradition amérindienne devenue sport extrême - en 1619 Champlain rapportait déjà dans ses écrits l'intrépide traversée en canots d'écorce par des équipes d'autochtones, et longtemps une équipe sera commanditée par l'entreprise Bastien de Wendake. Il en va de même pour les compétitions de raquettes.

Ajoutons-y les participations hors compétition des équipes inuites du Nunavik de sculpteurs sur neige. Leurs savoirs de toutes les facettes de la neige et la glace issus de la nordicité, leur savoir-faire s'exprimant par des outils uniques pour sculpter donnent chaque fois des œuvres racontant leur imaginaire polaire qui avivent la fête carnavalesque hivernale.

De la crosse au hockey

Peu de gens savent que, si le sport d'hiver national du pays est le hockey sur glace, le sport national d'été est son ancêtre autochtone, le jeu de La Crosse. Aussi, la participation d'équipes au Tournoi International de Hockey Pee-Wee maintient au présent l'esprit et la présence autochtone au Carnaval. D'ailleurs, une autre belle photographie en noir et blanc nous rappelle l'importance du tournoi au regard autochtone : la toute première jeune vedette à y marquer sept buts en 1962 est l'Atikamekw Arthur Quoquochi qui jouait pour l'équipe Les Indiens du Québec, laquelle regroupait des joueurs de toutes les communautés autochtones. Et, en 2010 le tournoi a accueilli la première équipe composée de joueurs Inuits, une initiative du programme hockey-études mis de l'avant au Nunavik par le joueur étoile originaire de la région de Québec, Joey Juneau.

La rue est Carnaval !

D'une première sculpture sur glace devant la Basilique en 1894 se développeront des compétitions d'envergure de sculptures de neige. En 1960, alors que les organisateurs du Carnaval proposaient que la rue des Braves à la Haute-Ville, où il y a plusieurs maisons d'ambassades, soit ornée de sculptures sur glace, les gens de la basse-ville répliqueront par une rue ornée de sculptures sur neige comme alternative : sur la rue Sainte-Thérèse !

Plus qu'une galerie extérieure de sculptures, c'est véritablement là que va se développer de manière ouvrière et populaire la fête d'hiver attirant les foules par des initiatives qui contribueront à la grande renom-

kwe kwe Bonhomme!



LE CARNAVAL SUR LA RUE SAINTE-THÉRÈSE, ARCHIVES CARNAVAL DE QUÉBEC

ARCHIVES DU CARNAVAL DE QUÉBEC

mée de l'événement au point d'être, entre 1960 et 1991, considéré comme le cœur du Carnaval d'hiver de Québec. L'ouverture dans son sous-sol par Lionel Faucher de la Voûte à Ti-Père en 1964 où l'on vient boire une lampée de caribou, une boisson alcoolisée mixant gros rouge et brandy, fait fureur tandis que l'originalité et les thèmes des nombreuses et magnifiques sculptures sur neige, dont un grand nombre créées par des résidents et leurs proches, non seulement en font des héros locaux mais encore resserrent les liens de communautés de la culture populaire et ouvrière des paroisses St-Malo et St-Sauveur aux pieds de la Pente douce.

Milieu d'inspiration de Roger Lemelin pour son célèbre roman Les Plouffe qui a connu des versions radiophonique, télévisuelle, cinématographique et en 2020 au théâtre, la rue Ste-Thérèse a aussi inspiré quelques autres rues de sculptures dans des quartiers comme Limoilou. En 1982, s'y installe le concours provincial des équipes de sculpteurs composés d'artistes alors qu'un volet international s'installe à la Place du Carnaval sur les Plaines. Ce sera le début de la fin de l'animation de la rue, alors que toutes les compétitions, provinciales et internationales seront rapatriées à la Haute Ville au début des années quatre-vingt-dix.

De l'aréna au Centre Vidéotron

Autre signe de l'effervescence et de l'attraction de la basse-ville est le démarrage à l'aréna du parc Victoria de ce Tournoi International de Hockey Pee-Wee. Il deviendra si populaire, qu'en plus de déménager vers le Colisée de Québec, il devient la référence mondiale des tournois de hockey mineur. Pas étonnant qu'au fil des années, toutes les futures grandes vedettes de la ligue Nationale de Hockey, de Guy Lafleur, Richard Perreault à Wayne Gretsky, Mario Lemieux et les frères Howe, Bret Hull y soient passés. En 2020, le tournoi dynamise toujours de tournois ailleurs, allant jusqu'à refuser 200 demandes de participation. C'est dire l'engouement !

Le soleil a pas d'chance

À la fin des années soixante-dix, l'organisation du Carnaval va connaître des turbulences. Des métamorphoses s'annoncent alors que des critiques mises en pratiques surgissent. Pour une, la radio communautaire de Québec CKRL-MF, la plus ancienne

au pays, en complicité avec des groupes estudiantins du Cégep Limoilou notamment, met de l'avant un Carnaval de la Couleur alternatif afin de mettre de la pression sur le caractère de plus en plus commercial de la grande fête hivernale officielle pour que s'ajuste la programmation aux nouvelles générations. La sortie du documentaire Le Soleil a pas d'chance tourné par Robert Favreau pour l'ONF en 1975 fait choc. Cette incursion dans l'univers machiste de la sélection puis du rôle que l'on fait jouer aux duchesses du Carnaval et de sa reine amorce une critique féministe qui se poursuit.

En 1982, le collectif de femmes artistes les Folles Alliées, dont fait partie celle qui deviendra députée du comté et ministre de la Culture sous les gouvernements du Parti Québécois, Agnès Maltais, produit la pièce Enfin Duchesses, une parodie de ce concours qui aura attiré quelques 12,000 jeunes candidates en 42 ans d'existence. Après une proposition d'introduire des « ducs » en 1994, le volet de la reine et des duchesses est supprimé en 1997 pour réapparaître de 2014 à 2018, fomentant à nouveau, cette fois sur les réseaux sociaux une nouvelle critique artistique et féministe, amorcée en 2010, portant l'idée de La vengeance des duchesses !

En 2020, comme le campement amérindien du début, la rue Ste-Thérèse n'existe plus. Rue du Carnaval de 1960 à 1991, elle a changé de nom. La parade de la Basse-Ville a migré vers la banlieue urbanisée de Charlesbourg depuis plusieurs années. Les activités d'animation populaire sont parties de l'autre côté de la rivière St-Charles. Toujours près des murs fortifiés où avait été érigé l'antique campement amérindien de 1894, la colline parlementaire concentre le Château de glace et les plaines, les sculptures et activités familiales. Le défilé de la Haute Ville y aboutit en partance du campus universitaire à Ste-Foy.

Mais l'hiver y souffle toujours l'esprit cyclique sauvage, indompté de la froidure, de la nécessité de se rassembler pour festoyer ensemble dont les origines amérindiennes et de culture de quartiers populaires, persistent.

Onenh'¹

Rencontre avec Bonhomme

AU PARC DUROCHER LE 9 FÉVRIER 2020.



- Dites-moi Bonhomme, est-ce la première fois que vous venez dans le quartier Saint-Sauveur?

- Non, je suis pratiquement né ici! Je me souviens de la rue Sainte-Thérèse et de chez Ti-père. C'est là que mon ami a presque perdu tous ses cheveux... a-t-il répondu en s'amusant d'un de ses deux «gardes du corps».

Mes salutations aux lecteurs de Droit de parole! a continué Bonhomme avec son éternel sourire, en quittant le parc Durocher après une visite éclair, en cette matinée froide du premier dimanche du Carnaval. Bonhomme est aussi entré quelques minutes dans Le Caribou, chalet éphémère, sis au Parc Durocher. La visite de Bonhomme, lors de cette fin de semaine d'activités locales, témoigne du dynamisme actuel du quartier Saint-Sauveur. Et sait-on jamais, peut-être verra-t-on bientôt le retour des sculptures sur glace dans le quartier.

(N.C)

Terres des Soeurs de la Charité

Conjuguer urbanisation et agriculture nourricière

Par Voix citoyenne (Mireille Bonin, Monique Gagnon, Pierrette Paiement, Claudine Dorval)



Photo : Gilles Bérubé, Terres des Soeurs de la Charité sous la neige. Archives 2019.

Fin 2019, l'agglomération de Québec adoptait, pour la troisième fois, un Schéma d'aménagement et de développement révisé. L'approbation du gouvernement québécois conclura bientôt un processus amorcé en 2016.

Que retenir de cette démarche chargée de controverse? Quelles sont les perspectives maintenant que s'annonce une réforme de l'aménagement?

Une démarche tumultueuse

L'enjeu: le projet d'agrandissement du périmètre d'urbanisation sur 567 hectares en zone agricole, dont 204 chez les Sœurs de la Charité.

Jusqu'en décembre, l'agglomération a maintenu son intention. Sur demande du gouvernement, elle avait néanmoins dû corriger entretemps sa méthode d'estimation des prévisions, ramenant l'échéance de 2041 à 2036 et les projections de 62 000 à... 28 000 nouveaux ménages. Nuance importante.

Mais, pour justifier l'agrandissement, le potentiel d'accueil actuel a été trois fois réévalué à la baisse. Et la Communauté métropolitaine de Québec (CMQ) est venue en renfort, jugeant le schéma conforme à son Plan métropolitain d'aménagement et de développement (PMAD), même si plusieurs orientations majeures n'y figurent guère. Pas étonnant : l'agglomération est majoritaire au conseil de la CMQ, que le maire de Québec préside.

Citoyens et organisations se sont exprimés : deux fois en consultation publique plus diverses interventions, dont un sondage. Des dizaines de mémoires ont révélé une forte opposition à l'agrandissement du périmètre; beaucoup ont réclamé une valorisation des terres agricoles. Même les spécialistes de l'immobilier et de la construction (l'Institut de développement urbain et l'Association des professionnels de la construction et de l'habitation) ont réprouvé l'approche de l'agglomération.

Enfin, le gouvernement québécois encadre la planification municipale via la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme et des orientations spécifiques. En 2016, il avait sévèrement critiqué l'ébauche du Schéma. En 2018, il a rejeté une version finale non conforme à ces orientations (consolidation urbaine, préservation de la zone agricole); autre rejet en novembre 2019.

Prendre acte

Le schéma adopté en décembre est enfin conforme aux orientations gouvernementales. Les élus.es seraient-ils résignés.es ? Le nouveau schéma énonce: «Pour répondre à la demande de logements, principalement pour les jeunes familles, l'agglomération de Québec pourrait devoir agrandir le périmètre d'urbanisation ». Et son plan d'action prévoit des demandes d'exclusion de la zone agricole d'ici deux à cinq ans.

En résumé, l'avis gouvernemental de novembre affirmait: pas d'agrandissement du périmètre d'urbanisation en zone agricole sans l'autorisation d'un « dézonage » pleinement justifié. Les élus espèrent encore convaincre la Commission de protection du territoire agricole que l'agrandissement est nécessaire pour accueillir

la croissance démographique. Ensuite, une modification du schéma...

Mais les données du schéma laissent sceptiques : pour la période 2016-2036, sans même toucher aux terres agricoles, la capacité d'accueil existante est déjà largement excédentaire quant aux appartements et condos. Pour les maisons et duplex, le déficit estimé est de seulement soixante unités, soit trois par année !

La question de l'agrandissement de ce périmètre ne se pose donc vraiment pas.

Les temps changent

Les derniers travaux de l'Institut de la Statistique du Québec ont amené le directeur général du Conseil régional de l'environnement de la Capitale-Nationale, Alexandre Turgeon, à déclarer que le vieillissement de la population annonce un changement dans les besoins résidentiels et que les villes de la région «surévaluent» la demande de logements (François Bourque, Le Soleil, 18 janvier 2020).

Les enjeux climatiques nous interpellent chaque jour avec davantage d'acuité. Le futur tramway doit favoriser consolidation et densification en douceur. Des projets de requalification de quartiers émergent, comme Fleur-de-Lys, soulevant un sérieux intérêt.

Il faut « construire la ville sur elle-même », recommandent Vivre en Ville et l'Institut de développement urbain. Et le Schéma n'est-il pas conforme au PMAD, lequel préconise également cette approche?

L'étalement urbain

Le débat sur l'étalement urbain au Québec atteint un point culminant. Interviewée dans Le Soleil du 1^{er} février, la ministre des Affaires municipales indique son intention d'enclencher une démarche pour réformer les règles d'aménagement. Saluons ce courage et souhaitons à madame Laforest un appui indéfectible du premier ministre Legault pour affronter la tempête.

Ajoutons que la demande pour des aliments locaux s'amplifie. Jardins individuels et partagés, bacs et production sur les toits, cela ne suffira pas. La Ville de Québec soumettra bientôt en consultation publique un plan d'action pour l'agriculture urbaine qui, curieusement, ignorerait la zone agricole. C'est pourtant là le plein potentiel pour une production nourricière de proximité; ce garde-manger peut contribuer à protéger la population contre les aléas climatiques et leurs effets économiques.

Le PMAD prône l'adoption de mesures pour soutenir les activités agricoles. Un fait intéressant : sans même avoir une zone agricole, l'arrondissement Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles, à Montréal, compte néanmoins, à lui seul, dix hectares en culture et prévoit tripler cette superficie d'ici 2030!

Repenser l'urbanisation, revoir l'aménagement du territoire, soutenir les activités agricoles : voilà de beaux défis pour élus et citoyens... Le maire Labeaume ne devrait-il pas reconsidérer ses positions?



Sébastien Emond, Emmanuelle Bouchard, Alycia Dufour, Lux Aeterna Strobe, Sarah-Jane Ouellet et Anaël Turcotte.

PHOTO LAURENCE CARON-C., ARTISTE TRANSMÉDIATIQUE

Mois de la poésie

Rimes, verve et sentiments à l'arrachée

Par Alexandre Dumont

Le Bureau des affaires poétiques remet ça pour une douzième édition: cette année encore, l'effervescent Mois de la poésie transforme la ville en vaste scène poétique, laissant la place aux artistes de la rime, de la verve et des sentiments à l'arrachée. Du 29 février au 30 mars, dans les bars, cafés, bibliothèques et autres lieux culturels de Québec, on pourra non seulement entendre les poètes - je pense notamment au grand spectacle que donnera Hélène Dorion avec les Violons du Roy le 19 mars - mais aussi participer à un atelier de collage avec l'auteure Stéphanie Fillion, en plein cœur du Monastère des Augustines. Plus encore, le 28 mars, 19 h, on pourra même entendre les poètes parler d'ivresse et de détraquages divers en marge de l'exposition BROUE, l'homme des tavernes, au Musée de la civilisation; l'événement Tournée générale donnera la parole, entre autres, aux poètes Catherine Cormier-Larose (L'avion est un réflexe court), Érika Soucy (Cochonner le plancher quand la terre est rouge), Hector Ruiz (Gestes domestiques) et Emmanuelle Riendeau (Désinhibée).

RAMEN à la Librairie Saint-Jean-Baptiste

Édition de fanzines, ateliers de création, spectacles littéraires, happenings poétiques, expérimentations multimédia, soirées de récitals à micro ouvert,

le Collectif RAMEN a pour mission de « rendre accessible, démystifier, démythifier, décentraliser et valoriser la poésie ». On pourra entendre le collectif RAMEN à la Maison pour la danse le 29 février lors d'une soirée multidisciplinaire. Le public est invité à assister à la soirée du groupe le vendredi 20 mars prochain, à la très intime Librairie Saint-Jean-Baptiste (ou libièrie, comme aime à l'appeler Stéphane, un des libraires, puisque vous pourrez y siroter une consommation ou deux en assistant à l'événement).

Nouvelles adresses littéraires

Pour l'édition 2020, deux nouveaux espaces sont investis : la librairie Saint-Suave, qui vient d'ouvrir ses portes dans le quartier Saint-Sauveur, et l'Improdôme, rue Saint François Est (situé au sous-sol de La Nef). Dans le premier, on présente, le 6 mars au soir, Dirty thoughts of a quiet french girl et Girlfag, soirée à laquelle participeront notamment l'artiste visuel Kaël Mercader et les auteurs Simon Douville et Alix Paré-Vallerand; dans le second, c'est à une soirée d'impropoétique que le public est convié, le 27 mars, 20 h, en compagnie de la troupe Vox populi et « d'un.e poète invité.e ».

20 ans de Rhizome

Pour souligner les 20 ans de productions Rhizome, un organisme de diffusion de spectacles et d'événements interdisciplinaires de littérature de Québec, une grande soirée est organisée dans la salle de bal du Centre Horizon le 12 mars, dès 19 h. Membre de l'Ordre national du Québec, auteure majeure de notre littérature, Nicole Brossard sera de l'événement, tout comme l'éclectique et prolifique Bertrand Laverdure et les poètes Virginie Beaugard D. (Clans qui râlent et autres poèmes) et Sébastien Dulude (ouvert l'hiver). Ce grand bal doit s'entamer par un « suivi de drone » (mystère, mystère), et on annonce la visite de l'Ordre de l'infiniment Nada. Ça promet.

En plus des multiples lectures et spectacles, des entretiens littéraires et des lancements de livres font également partie de la programmation. Et pour couronner le tout, des « Incursions poétiques » d'auteurs sont prévues dans Le Devoir sporadiquement tout au long de mars, ainsi que la lecture de poèmes à la radio de CKIA dans le cadre du projet Détourner la pub. Comme le dit si bien le slammeur Dominique Sacy, si nous ne sommes pas des milliers de Miron, soyons tous un peu, en mars, « des millièmes de Miron ».

De quel côté marches-tu

Par Agnès Riverin

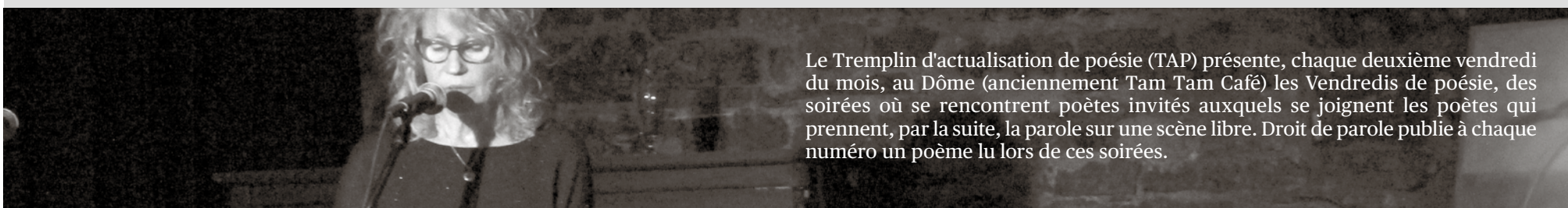
Des images s'effritent se recomposent semblables et différentes tu reconnais les arbres les fleurs tu entends le bruit de la rivière tu sais proche le sentier jusque chez toi pourtant rien ne te semble être à la bonne place la ville les trottoirs le son familier du métro du bus que tu ne prends plus Hier aujourd'hui rien n'a de prise sur les heures flottantes l'envers apparaît comme l'endroit tu imploras aide-moi aide-moi mais tu ne sais pas à qui demander tu te sens fragile par où commencer par où aller Le pont se traverse dans les deux sens vers quel côté marches tu

Les jours se rassemblent le blanc efface les contours entre les rives une poésie indicible te console quelque chose d'absolu se manifeste ce regard au-delà des mots échappe à la noirceur Et tu arrives à cet instant sans volonté sans courage sans action qui te libère intemporel indifférent à la hauteur à la montagne qu'il te faudra gravir seul et multiple parmi les étoiles et le silence du monde

Toutes ces membranes et ces plumes se collent à ton dos s'enfoncent jusqu'aux os Tu cherches un espace lisse et sans faille où te reposer cent fois tu te répètes Calme-toi Calme-toi L'horizon n'a pas encore tenu promesse et tu le sais on est toujours un peu plus lourd avant la chute chaque mouvement annonce le suivant la portée de l'air le déploiement des ailes l'apesanteur étrange lorsque le sol s'éloigne l'ivresse l'immensité du vaste devant soi

Cela semble si simple vu d'ici tu fermes les yeux quelques secondes et tu t'imagines

souple et léger comme cet oiseau nouvellement posé sur la branche et qui déjà s'envole vers une autre ta main glisse sur le papier les lignes se croisent et s'entrecroisent le crayon danse l'encre se dépose goulûment blanche sur fond noir



Le Tremplin d'actualisation de poésie (TAP) présente, chaque deuxième vendredi du mois, au Dôme (anciennement Tam Tam Café) les Vendredis de poésie, des soirées où se rencontrent poètes invités auxquels se joignent les poètes qui prennent, par la suite, la parole sur une scène libre. Droit de parole publiée à chaque numéro un poème lu lors de ces soirées.

Réaménager le rêve



Photo : Hélène Matte, Le sculpteur Laurent Gagnon dans son atelier

Par **Hélène Matte**

À ne pas manquer au centre Materia jusqu'au 15 mars, la nouvelle exposition de Laurent Gagnon *La clé du paysage*. Préparée lors d'une résidence au centre Est-Nord-Est en 2013, poursuivie et présentée au centre Vaste et vague en 2015, l'exposition arrive à point nommé au centre-ville cet hiver. Ouvrant des espaces intérieurs, ses formes semblent ravlinées par le fleuve et le vent. La proposition contrastée nous plonge à la fois dans l'onirisme et la matière concrète, le témoignage et la fable. Elle invite à divaguer en même temps qu'elle nous prie de demeurer à l'écoute.

L'artiste est un gars de Québec. Il y a obtenu une Maîtrise en Arts visuels de l'Université Laval en 2002. On le connaît notamment pour s'être impliqué durant les années 1990 au sein de la légendaire Îlot Fleurie dans le quartier Saint-Roch. Il a depuis réalisé de nombreuses expositions individuelles et collectives au Québec, au Canada et à l'international mais demeure actif dans la région, notamment par la réalisation de projets d'Intégration d'art à l'architecture. Son « Joyeux tumulte » a été inauguré dernièrement au Complexe aquatique multifonctionnel de Lévis. Il n'avait pas présenté de solo à Québec depuis D/construction à la galerie Tzara

en 2011.

Gagnon travaille les techniques de reproduction d'images, la soudure et le bois. Il réalise des sculptures avec les objets trouvés qu'il accumule. *La clé du paysage* est dans la parfaite continuité de sa démarche. On y reconnaît son ingénieuse esthétique du matériau qui, plus qu'un détournement du quotidien, est une poétisation de celui-ci. La Galerie est meublée de pupitres et de dessertes disparates sur lesquels des amoncellement de clés composent des paysages sédimentaires. Tantôt talus ou galets, tantôt montagnes, tantôt feuilles d'arbre ou nuages, les clés sont transfigurées. Le mobilier dessine quant à lui des personnages. L'artiste en a modifié les éléments, parfois plus subtilement, en combinant les unités ou y ramifiant des retailles. La pièce centrale est une vanité centenaire dont il a renversé la fonction. Sans miroir, elle ne sert plus à se mirer mais à écouter. Un système de son y est intégré et la trame d'une cinquantaine de minutes donne à entendre divers témoignages à propos de clés.

Tout en révélant avec une certaine nostalgie la désuétude des objets, l'exposition souligne la sensualité des surfaces, les nuances des essences, les teintes métalliques, la finesse des marqueteries. Le rapport intime qu'entretient l'artiste à la substance des choses métamorphose leur banalité. Ces miniatures sont servies sur des socles étant parties pre-

nantes de l'œuvre. Elles ouvrent à une singularité des matières autant que des paroles. Par *La clé du paysage*, Laurent Gagnon valorise l'ordinaire et le hisse au rang du merveilleux.

La clé du paysage

Centre Materia

Du 31 janvier au 15 mars 2020

367 Boulevard Charest Est



Sculpture de Laurent Gagnon

PHOTO MATÉRIA

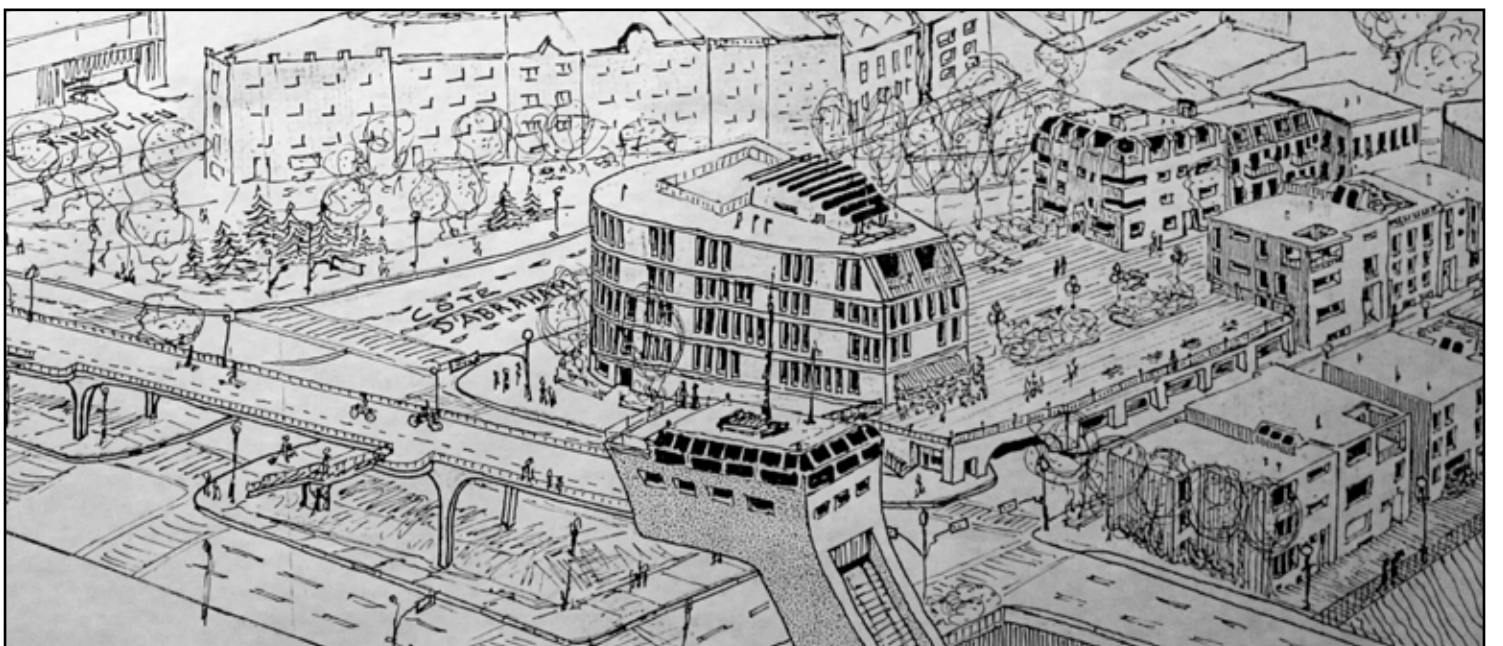
Utopies urbaines

Par **Nathalie Côté**

Le travail de critique urbanistique de Marc Boutin donne forme aux projets portés par les groupes citoyens comme aux plus audacieux projets de la ville idéale. Depuis l'exposition rétrospective présentée au Lieu à l'hiver 2018, son travail est exposé régulièrement. Il est à nouveau possible d'apprécier son coup de crayon à la librairie Saint-Jean-Baptiste, un des lieux de la culture alternative par excellence du quartier.

On peut revoir des dessins publiés dans les pages de Droit de parole, et plusieurs œuvres plus intimistes, des pastels secs, des scènes de Charlevoix, et des scènes de Saint-Jean-Baptiste, ou encore l'église Saint-Cœur-de-Marie récemment démolie. Essentiellement des pièces déjà présentées, mais qui permettent au géographe de faire connaître un peu plus son travail dans son quartier d'élection.

Un dessin récent, réalisé pour le Comité populaire Saint-Jean-Baptiste en avril 2019, propose une vision ambitieuse du développement de l'îlot Saint-Vincent-de-Paul dont le destin n'est pas encore



joué. Depuis la démolition de la façade de l'église en 2011, ce terrain, au cœur de la ville, est toujours laissé en friche. Les citoyens proposent d'y construire du logement social et de lier la Haute-Ville et la Basse-Ville par une montée mécanique pour cyclistes et piétons, afin d'en faire une extension du quartier.

Ce dessin nous apparaît une des pièces maitresses de l'ensemble parce qu'il participe à un débat toujours en cours. Mais cela, on pourrait le dire tout autant du dessin représentant les terres des Sœurs de la Charité, abondamment reproduit dans nos pages. Un dessin qui témoigne de la vastitude et de la proximité de ces terres agricoles.

Le projet le plus utopique de Marc Boutin demeure la maquette de la Citadelle de Québec transformée en quartier habitable sans voiture, où les piétons et les chevaux seraient rois. Le projet sous-entend la prise de possession de ce terrain fédéral, symbole de l'occupation britannique.

À 77 ans, l'architecte est toujours porté par des utopies. Le chemin pris pour les atteindre semble aussi intéressant que leurs réalisations, comme en témoignent les luttes citoyennes que plusieurs dessins évoquent. Qu'on pense notamment au projet de maison de la culture que les citoyens du quartier Saint-Sauveur et Marc Boutin ont défendu, alors que la

Ville en planifiait la démolition. Certes, un immeuble à logements l'a désormais remplacé, mais il y a une petite succursale du réseau des bibliothèques de Québec très fréquentée au rez-de-chaussée. Elle reste une victoire pour les gens du quartier et pour l'accès à la culture.

Jusqu'au 22 mars 2020

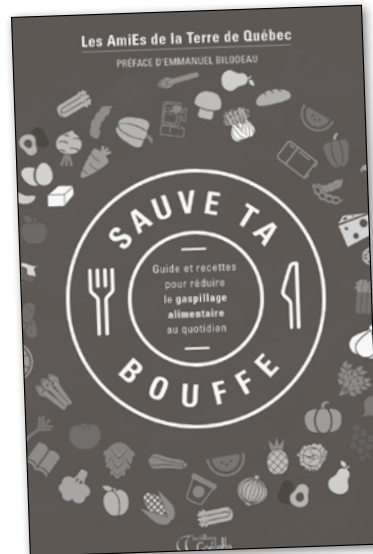
Librairie Saint-Jean-Baptiste, 565, rue Saint-Jean.

Sortir du gaspillage alimentaire

Saviez-vous que si le gaspillage alimentaire était un pays, il serait le troisième plus gros producteur de gaz à effet de serre, après la Chine et les États-Unis? Ayant des impacts écologiques, sociaux et économiques désormais avérés, le gaspillage alimentaire est un enjeu collectif sur lequel on peut tous agir dès aujourd'hui.

Que faire avec une carotte un peu flétrie, un fruit moche ou trop mûr? Le comité Sauve ta bouffe vous épaulé et vous guide dans votre démarche pour réduire votre impact environnemental et pour devenir un « Mange-Gardien »; un citoyen engagé qui entreprend de sauver ses aliments de la poubelle ou du compostage. Avec une série d'actions concrètes et faciles à instaurer dans votre quotidien grâce à l'énergie, la motivation et la créativité que cet ouvrage vous insufflera, vous pourrez faire une réelle différence... y compris pour votre portefeuille.

- Grâce à 50 fiches d'aliments, sachez comment bien choisir, conserver, congeler et apprêter vos aliments, et découvrez quelques astuces pour les consommer pleinement.
- Grâce à 35 recettes originales, maximisez l'utilisation de vos aliments en faisant un pesto de fanes, un gâteau végane aux peaux de bananes ou des écorces d'agrumes confites.
- Grâce à des méthodes de conservation traditionnelles, prolongez la durée de vie de vos aliments et variez vos menus.
- Grâce à un guide de substitution, apprenez à naviguer avec aisance dans votre cuisine et à ajuster votre alimentation selon les saisons.



LES AMIES DE LA TERRE DE QUÉBEC
Sauve ta bouffe
Les Éditions Goélette
192 pages
Préface par Emmanuel Bilodeau

Passez à l'action avec de petits gestes pour un grand changement

Établis à Québec, les AmiEs de la Terre de Québec sont un mouvement citoyen écologiste. Leur mission consiste à s'organiser collectivement pour promouvoir et défendre nos droits à un monde écologique-viable, juste et solidaire. Sauve ta bouffe est un comité né de cet organisme en 2012. Il est formé

Suivez le guide !

De nos jours, il est devenu dangereusement banal d'affirmer que notre monde est en crise. Crise économique, crises humanitaires, crise de confiance envers les institutions, aggravation des inégalités sociales, précarité économique, montée de l'extrême droite : autant de symptômes d'un monde qui ne tourne pas rond.

Dans ce contexte, plusieurs ressentent l'urgence d'agir, lancent une panoplie d'initiatives et suscitent une recrudescence des mobilisations pour la défense de l'égalité et de la dignité. À l'heure où les gens ne croient plus aux changements politiques « par le haut », cet ouvrage se veut un antidote à l'épuisement des énergies utopiques et à la morosité ambiante, en offrant un guide pratique pour aider à surmonter les multiples défis de notre temps.



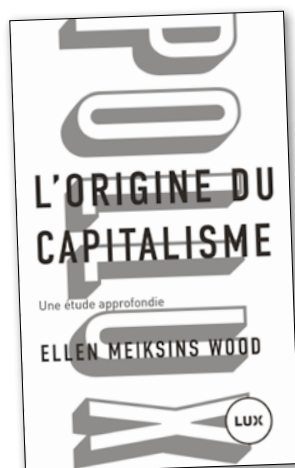
ÉLISABETH-BRUYÈRE
MANUEL POUR CHANGER LE MONDE
École d'innovation sociale, hors collection, Lux Éditeur
168 pages

Naissance d'un système

Qu'est-ce que le capitalisme? Cette question, l'histoire la pose chaque fois que ce système entre en crise, étalant au grand jour ses absurdités. Pour y répondre, il faut en comprendre les origines. Voilà ce que propose Ellen Meiksins Wood dans cet ouvrage initialement paru en 2009.

Personne ne niera que le capitalisme a permis à l'humanité d'accomplir des avancées notables sur le plan matériel. Mais il est devenu aujourd'hui manifeste que les lois du marché ne pourront faire prospérer le capital qu'au prix d'une détérioration des conditions de vie d'une multitude d'individus et d'une dégradation de l'environnement partout dans le monde.

Il importe donc plus que jamais de savoir que le capitalisme n'est pas la conséquence inévitable des échanges commerciaux et marchands que l'on retrouve dans presque toutes les sociétés humaines. Le capitalisme a une histoire très singulière et un lieu de naissance bien précis: les campagnes anglaises du XVIIe siècle. En rappelant cette origine, essentiellement politique, l'auteure propose une définition limpide des mécanismes et des contraintes qui font la spécificité du capitalisme.



ELLEN MEIKSINS WOOD
L'ORIGINE DU CAPITALISME, Une étude approfondie
Pollux, Lux Éditeur
256 pages

Le monde au féminin

Par Francine Bordeleau

La persistance des inégalités hommes-femmes démontrée en long et en large à l'aide d'une masse impressionnante de données.

« Tout État est patriarcal », souligne d'entrée Joni Seager. C'est donc dire qu'il existe une discrimination structurelle, systémique – imputable aux lois et aux institutions. Et qu'en matière d'iniquités entre les sexes, observables dans la sphère tant privée que publique, les gouvernements jouent un « rôle déterminant ».

Avec L'atlas des femmes, Seager, géographe, professeure à l'Université Bentley, en banlieue de Boston, et consultante auprès des Nations Unies, s'emploie à la tâche, colossale, de prendre la mesure de ces iniquités.

L'ouvrage est divisé en huit grandes rubriques, comme « Reproduction », « Éducation et connectivité » ou encore « Propriété et pauvreté », auxquelles sont associés une foule d'indicateurs, comme la mortalité maternelle, les violences sexuelles et conjugales, la durée de la scolarité, la rémunération, l'exposition à des substances toxiques (contenues notamment dans les produits cosmétiques), le mariage des enfants, les migrations économiques.

Le droit de faire pipi

Dans la comédie romantique Toilet, issue des studios bollywoodiens en 2017, une femme demandait le divorce pour cause d'absence de toilettes dans la maison de son mari. Quatre ans plus tôt, une poignée de féministes indiennes, s'inspirant du mouvement chinois Occupy Men'sToilet, lançaient à Mumbai la campagne Right to Pee.

« Les conditions d'utilisation des toilettes sont des indicateurs sociaux précieux », insiste Joni Seager. Des millions de fillettes et de femmes dans le monde n'ont pas accès à des installations sanitaires adéquates, au domicile comme dans les lieux publics. À la recherche d'endroits isolés pour uriner, elles s'exposent au viol; faute de toilettes correctes dans certaines écoles, des filles interrompent leur scolarité à l'entrée dans la puberté. Les conséquences de cette « précarité sanitaire » sont en fait innombrables.

Et tandis que de plus en plus de milieux, souscrivant ainsi à une revendication de la communauté LGBT, se soucient d'aménager des espaces neutres, non genrés, « certaines féministes mettent en garde : il ne faut pas faire des toilettes mixtes le seul cheval de bataille, car le démantèlement des espaces réservés aux femmes [...] n'est pas émancipateur pour tout le monde », rappelle Mme Seager.

Crimes sans châtime

En plus d'une profusion de données couvrant les cinq continents et une foule de sujets, et présentées au moyen de visuels fort attrayants, l'ouvrage est émaillé de courts textes descriptifs ou explicatifs visant à attirer l'attention sur une situation, un phénomène, ou encore sur une lutte particulière.

Ce sont par exemple les actions entreprises dans le cadre de Right to Pee, donc, et aussi la campagne #Undress522 lancée fin 2016 par l'ONG (Organisation non gouvernementale) libanaise ABAAD en opposition à l'article 522 du Code pénal, et en vertu duquel un violeur était exonéré de son crime s'il épousait sa victime. L'article a été abrogé, mais d'autres lois tout aussi discriminatoires sont encore en vigueur au Liban, tandis que plusieurs pays (Lybie, Irak, Cameroun, Palestine, Koweït...) continuent de permettre des « exceptions » en ce qui concerne le viol.

Des citations choisies éclairent cet atlas que son autrice elle-même définit comme « féministe ». Ainsi peut-on lire, de la célèbre écrivaine canadienne-anglaise Margaret Atwood : « Les hommes ont peur que les femmes se moquent d'eux. Les femmes ont peur que les hommes les tuent. »



JONI SEAGER
L'atlas des femmes
Robert Laffont
208 pages
traduit de l'anglais (États-Unis) par Hélène Florea et Anna Postel

ZumTrobaR

Quel océan

21 février 2020

14 h : scolaire

17 h 30 : public

Salle Multi

Coopérative Méduse,
591 Saint-Vallier-Est



RASSEMBLEMENT POUR LA JUSTICE SOCIALE *et climatique!*



Bouffe, musique, animation et activités

20 FÉV 2020

16H À 18H

PARVIS DE L'ÉGLISE ST-ROCH



SUIVEZ-NOUS SUR : JOURNÉE D' ACTIONS
POUR LA JUSTICE SOCIALE ET CLIMATIQUE

Dans le plus beau quartier de Québec: Limoilou il ne faut pas manquer **Le Bal du Léopard**

★ ★ ★ ★ ★ ★ ★ ★
Baby Foot-Hot Dog européen-Bon choix musical-Ambiance sympa-Jeux de société-Plus de 20 sortes de vodka-5 à 7 tous les jours-Spectacles-Choix de bières importées et de micro-brasserie québécoise-7 bières pression-Cidre pression et houteille!

La place dans le quartier
Le Bar à Limoilou depuis ...1985

Le Bal du Léopard
1049 3ième Avenue
Québec, Limoilou, ☎ 529.3829
www.lebalduleopard.com



DQ DÉMOCRATIE
QUÉBEC

Québec, joyau historique à préserver
pour les générations futures

Droit de parole

Soutenez votre journal : devenez membre et ami.E !

Devenez ami.E de Droit de parole

100 \$

Nom :

Adresse :

Téléphone :

Courriel :

L'ABONNEMENT DONNE DROIT À 1 AN DE DROIT DE PAROLE

Abonnement individuel

30 \$

Abonnement institutionnel

40 \$

Abonnement de soutien

50 \$

DEVEZ MEMBRE ET IMPLIQUEZ-VOUS DANS LA VIE DÉMOCRATIQUE DU JOURNAL

Adhésion individuelle

10 \$

Adhésion individuelle (à faible revenu)

5 \$

Adhésion de groupes et organismes

25 \$

Retournez le paiement en chèque ou mandat-poste à :

Journal Droit de parole – 266, St-Vallier Ouest, Québec (Québec) G1K 1K2 | 418-648-8043 | info@droitdeparole.org | droitdeparole.org

**VOUS AIMEZ LIRE DROIT
DE PAROLE ? VOUS POUVEZ
LE TROUVER DANS LES
LIEUX SUIVANTS**

Limoilou

Alimentex

1185, 1^{re} avenue

Bibliothèque Saint-Charles

400, 4^e Avenue

Cégep de Limoilou

1300, 8^e Avenue

Bal du léopard

1049, 3^e Avenue

Saint-Roch

Tam-tam café

421, boulevard Langelier

CAPMO

435, rue du Roi

Maison de la solidarité

155, boulevard Charest Est

Bibliothèque Gabrielle-Roy

350, Saint-Joseph Est

Le Lieu

345, rue du Pont

Saint-Sauveur

Au bureau de Droit de parole

266, Saint-Vallier Ouest

Des Pains sur la planche

638, rue Saint-Vallier Ouest

Centre médical Saint-Vallier

215, rue Montmagny

Club vidéo Centre-ville

230, rue Marie-de-l'Incarnation

Supérette, bouffe et déboire

411, Saint-Vallier Ouest

Saint-Jean-Baptiste

L'ascenseur du faubourg

417, rue Saint Vallier Est

Bibliothèque de Québec

755, rue Saint-Jean

L'Intermarché

850, Rue Saint-Jean

Vieux-Québec

Librairie Pântoute

1100, rue Saint-Jean

Montcalm

Centre Frédéric-Back

870, avenue de Salaberry

Un Coin du Monde

1150, avenue Cartier

Restaurant Bugel

164, rue Crémazie Ouest

Ste-Foy

Université Laval

Pavillons Casault et Bonenfant

**Comité logement d'aide aux
locataires de Ste-Foy**

2920, rue Boivin

Cégep Ste-Foy

2410, Chemin Ste-Foy

Librairie Laliberté

1073, Route de l'église